

Culture du soin, soin de la culture

Exposé des motifs

« Notre plan de sauvetage européen ne doit pas négliger nos créateurs. Non seulement parce que des géants non européens sont prêts à racheter à la baisse nos joyaux culturels, mais surtout parce que l'identité profonde et la résilience de l'Europe sont en jeu.¹ » Cynthia Fleury et Guillaume Klossa, dans leur tribune du 8 Mai 2020 font le lien entre la culture du soin et le soin de la culture. Il nous faut prendre soin de notre culture et de nos artistes.

Partir de nos propositions post-covid pour proposer une vision globale, complexe et inclusive des arts et des cultures en adéquation avec les réalités du terrain, tel est le défi que nous devons relever.

12 pistes pour mettre en avant la radicalité que portent l'Art et les cultures :

- écrire, décrire, lire, inventer notre monde,
- créer du lien dans et entre les territoires,
- prendre en considération le vivant dans son ensemble,
- proposer une réflexion sociale, économique et politique.

Chacun de ces points fera l'objet d'une motion d'orientation spécifique au Conseil Fédéral afin qu'EELV se dote d'un fond programmatique et idéologique conséquent en matière d'Art et de Cultures.

MOTION

1) Les propositions à court terme : panser les plaies

Un constat : les institutions ne sont pas à la hauteur des enjeux de la crise post-Covid et les acteur·rice·s culturels sont aujourd'hui dans une situation grave de précarité alors que le confinement nous a paradoxalement montré l'importance des pratiques et consommations culturelles et la nécessité de soutenir les acteur·ice·s culturels de proximité face au rouleau compresseur de la culture financiarisée.

Il ne s'agit pas de se réinventer : il s'agit de survivre.

a) Année blanche pour les intermittent·e·s et droits sociaux pour tou·te·s les professionnel·le·s des cultures

Dans un post daté du 11 Mai 2020, l'économiste Mathieu Grégoire répertorie 3000 tribunes consacrées à la volonté de détruire les annexes 8 et 10 de l'assurance chômage² (appelée intermittence du spectacle). EELV reconnaît l'utilité de ce système d'indemnisation des artistes et technicien·ne·s et souhaite l'étendre rapidement aux artistes plasticien·ne·s et aux auteur·ice·s³ qui le souhaitent et le faire perdurer dans le temps. Il ne s'agit pas de substituer le droit d'auteur·ice mais d'inventer un complément pour les plus précaires.

Nous demandons au gouvernement de produire très rapidement les propositions concrètes de « l'année blanche », qui doit anticiper les résonances de la covid sur l'économie de la culture pendant au moins les 24 prochains mois.

b) Un autre monde est possible

Les artistes n'ont pas besoin de se réinventer, ils et elles sont l'invention. En revanche, nos institutions ont le devoir d'initier rapidement une réelle mutation systémique en repensant la place de l'art et du spectacle dans la société. La culture n'échappe pas au système productiviste et consumériste dominé par le marché. La covid et ses contraintes sanitaires ont permis de souligner les aberrations et les déséquilibres d'un système au bord du gouffre.

EELV demande à l'État via les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) d'organiser la transmission des informations nationales et leur adaptation aux réalités territoriales par des réunions qui

mettent autour d'une même table les acteur·ice·s politiques et culturel·le·s (institutions, syndicats, coordinations, etc.), expressions de la diversité des pratiques et des publics dans les territoires.

Nous devons inventer collectivement de nouvelles organisations et dispositifs afin de donner les moyens aux artistes de prendre en charge leur parcours, dans le sens d'un renforcement de la confiance (envers les institutions), de la responsabilité individuelle et de la liberté artistique. Les pratiques culturelles et artistiques procurent de la joie. Cette joie est une fin en soi et sera le moteur d'une société nouvelle.

c) Des budgets conséquents pour un sujet conséquent

Face à l'arrêt brutal de l'économie et la crise qui s'annonce nous proposons un plan de relance économiquement ambitieux à l'image de ce que d'autres pays européens proposent, comme l'Allemagne. Le 1 % culturel doit être systématisé et le 1 % goudron devrait rentrer dans la loi afin de taxer les activités humaines réductrices de biodiversité au profit de projets artistiques coconstruits avec les habitant·e·s. Le budget culturel ne doit plus être une variable d'ajustement du budget national mais un maillon fort d'une politique inclusive et ouverte sur le monde. À l'échelle du pays, la commune est aujourd'hui le plus gros financeur : il est nécessaire d'engager plus profondément les Régions dans la réflexion sur les politiques culturelles afin de multiplier collaborations et mutualisations au sein de territoires multiformes.

2) Les propositions à moyen terme : penser les plaies, réparer les vivant·e·s

Notre monde est violent, concurrentiel, inégalitaire. Le système culturel est à l'image de ce monde et les choix artistiques des curateur·rice·s du patrimoine et patrimoine culturels n'ont pour l'instant pas de vision exhaustive de notre « grand théâtre du monde » comme dit Calderón. L'art financé et adoubé reste majoritairement dans les mêmes mains. Il nous faut décoloniser les arts afin que le monde entier soit représenté et que nous réinventions nos imaginaires pour mieux façonner le réel.

a) Ega-conditionnalité : conditionner les aides au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes

Le mouvement #MeToo a révélé des graves atteintes à la dignité humaines dans tous les milieux culturels et artistiques, entre autres ceux du cinéma et de la littérature.

En matière d'égalité, les rapports et préconisations des syndicats, du Mouvement HF, du Haut Conseil à l'Égalité et du Ministère de la culture sont trop longtemps restés lettres mortes. Ces recommandations doivent être mises en place de manière déterminée, ferme et concrète en utilisant des leviers puissants comme le conditionnement de l'accès aux financements et l'obligation de mixité et de parité aux postes décisionnels. En reprenant des mesures qui ont déjà fait leurs preuves comme un bonus pour les projets dirigés par des femmes⁶ ou l'instauration d'un objectif de parité dans les directions, les programmations ou publications, un premier rééquilibrage pourra enfin avoir lieu.

b) Les droits culturels

Les droits culturels peuvent être définis comme les droits et libertés d'accès et de participation aux ressources nécessaires au processus d'identification culturelle développé tout au long de sa vie. Chaque personne est reconnue comme être de culture.

Les cultures des immigré·e·s d'ici et d'ailleurs, de leurs enfants et petits-enfants sont systématiquement exclues des institutions alors même qu'elles tissent le récit national. Elles sont le récit sublimé de la petite et la grande Histoire qui façonne notre imaginaire et notre sens d'un destin commun. C'est un angle mort de la politique culturelle à quelques exceptions près, dans les petites, moyennes ou grandes villes de France.

La notion de « droit culturel » qui nous est chère sera un très bon outil pour repenser les pratiques. Nous devons nous former au sein d'EELV aux droits culturels afin que chaque adhérent·e puisse avoir accès à ces notions. Une formation pourra être proposée aux prochaines JDE.

c) Une culture des territoires – des territoires culturels

Notre institution culturelle est encore très tournée vers les villes-centres : Paris en est la force centrifuge par excellence. Pourtant une autre voie est possible : une fois la « Mission Territoire » d'EELV votée, celle-ci pourra collaborer à un travail de fond autour d'un projet culturel adapté à la complexité des territoires. EELV souhaite une attention plus grande aux cultures régionales et minorées⁸.

La diversité est une richesse et sa mise en musique doit être soutenue par une politique nationale. La mise en compétition financière affaiblit les acteurs culturels les moins institutionnalisés et renforce l'attractivité des projets les plus consensuels. EELV demande la suppression des appels à projets afin d'inventer une autre forme de financement qui mise sur une temporalité élargie, une relation de confiance et de collaboration avec la puissance publique.

3) Les propositions à long terme : prendre soin, un nouveau monde écologique

Les pratiques artistiques et culturelles sont des outils forts de résilience, de création de lien et d'ancrage de l'individu dans une histoire commune et partagée. Face au dérèglement climatique et au risque d'effondrement, l'Art et les cultures sont au cœur de notre réinvention collective afin de construire un nouveau monde écologique. Si ce nouveau monde culturel est possible, il paraît bien évident que les profonds changements ne seront pas sectoriels mais transversaux : économie et culture, éducation et culture, écologie et culture, social et culture, démocratie et culture, soin et culture...

a) le revenu de base comme moyen d'émancipation

Si l'emploi était décorrélé du travail, beaucoup plus de personnes s'engageraient dans une activité artistique et/ ou culturelle comme source d'émancipation, d'épanouissement, de réflexion et/ou de labeur. La question de « l'intermittence du spectacle » ouverte à chacun.e pourrait permettre une neutralisation de ces pratiques individuelles et collectives tout en redéfinissant la question du rapport entre pratiques amateurs et pratiques professionnelles. Le GT sur le Revenu de base se chargera de clarifier les modalités de cet outil de généralisation des pratiques artistiques et culturelles.

b) Une éducation culturelle ambitieuse

Si les artistes peuvent être de bons pédagogues, ce n'est pas leur première "raison d'être". Les politiques actuelles entretiennent le flou entre les actions culturelles et les temps de création artistique. Le partage ne doit pas être confondu avec la pédagogie. Il faut donc promouvoir des politiques d'action culturelle et d'éducation artistique ambitieuses qui ne cherchent pas à s'imposer aux artistes mais plutôt à engager un dialogue et une collaboration.

Il faut multiplier les conservatoires et écoles de musiques sur tous les territoires ainsi que les missions hors les murs, soutenir les pratiques amatrices plus inclusives et moins sélectives et défendre l'excellence de l'enseignement en limitant les contrats précaires.

c) Des pratiques culturelles et artistiques partout et tout le temps

Une politique culturelle écologique se pense sans exclusives, pour tous.te.s et par tous.te.s. Les querelles ont souvent pour corollaire d'opposer les pratiques culturelles (trop populiste, trop élitiste, trop démagogique, trop régionaliste, trop intimiste...) En partant des Droits Culturels avec pour base de réflexion la résilience et la sobriété, dans le cadre d'une politique budgétaire forte et qui répare les inégalités et les discriminations, nous serons à même de présenter différentes formes de pratiques partout et tout le temps. Ni de la culture pour tous, ni de la culture pour chacun.e mais des pratiques culturelles au centre de notre société. Nous avons 2 ans pour écrire ce programme détaillé.

Si EELV est un des rares partis (le seul?) à avoir défini une culture du soin, il nous reste encore à prendre soin de la culture. Chacun des points concrets trop brièvement présentés ici fera l'objet d'un développement dans de prochaines motions d'orientation. En plus des temps de formations et des productions écrites de la mission territoire, nous nous attacherons à proposer une véritable politique



culturelle écologiste pour les prochaines échéances électorales : acter dans les faits que les pratiques artistiques et culturelles sont plus qu'un supplétif mais bien un des arcs fondateurs qui sous-tendent toute l'architecture d'une politique écologiste.

Pour : 91 ; contre : 8 ; blancs : 6.

1 <https://www.lejdd.fr/International/UE/tribune-cynthia-fleury-et-guillaume-klossa-lancons-sans-delai-un-new-deal-culturel-europeen-3967207>

2 <https://www.facebook.com/606755969/posts/10158218146940970/?sfnsn=scwspwa&extid=xhyeFTobfWAZoUPw>

3 https://www.liberation.fr/debats/2020/05/29/pour-une-intermittence-des-arts-et-des-lettres-une-utopie-concrete-et-realizable_1789795

4 https://www.liberation.fr/debats/2020/03/01/cesars-desormais-on-se-leve-et-on-se-barre_1780212

5 <https://www.lefigaro.fr/livres/affaire-matzneff-que-decouvre-t-on-dans-le-consentement-de-vanessa-springora-20191231>

Il ne s'agit pas d'être exhaustif mais de signaler ici les « affaires » qui ont été très médiatisées (Une de grands quotidiens).

6 À l'image de ce qui se fait au Conseil Régional Nouvelle Aquitaine :

<https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwj7wdHF2OLpAhW1A2MBHd96BI0QFjACegQIAxAB&url=http%3A%2F%2Fwww.la-nouvelleaquitaine.fr%2Fpromouvoir-legalite-hommes-femmes-pdf&usq=AOvVaw2oLpJBZiu6FIYTwNHM82Zw>

8 <https://www.franceculture.fr/economie/emmanuel-negrier-la-crise-du-coronavirus-ne-pouvait-pas-tomber-plus-mal-pour-les-festivals-francais>

9 Un exemple de ce qui peut se faire grâce au groupe écologiste en région Occitanie :

<https://www.laregion.fr/total-festum-35459>